

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 08/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S

54, avenue Rhin et Danube
38100 Grenoble

Références : 2023-Is026T4
Code AIOT : 0006102955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S implanté 54 avenue Rhin et Danube CS 90065 38000 Grenoble. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S
- 54 avenue Rhin et Danube CS 90065 38000 Grenoble
- Code AIOT : 0006102955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Intégrée au groupe Sandvik jusqu'en 2017 puis vendue au groupe Hyperion, l'établissement Hyperion Materials and Technologies SAS (Hyperion MT) de Grenoble est un établissement classé sous le régime de l'autorisation SEVESO seuil bas au titre de la nomenclature des ICPE et dont les activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux (AP) n° 2003.04764 du 13 mai 2003, 2009.03506 du 25 mai 2009 et n° DDPP-IC-2018-07-11 du 2 juillet 2018.

La société Hyperion fabrique des outils en carbure de tungstène, outillages mécaniques et pièces de mécanique de précision. Elle est également un des plus gros fabricants mondiaux de poudre pour carbures métalliques afin de satisfaire les besoins de son propre groupe et ceux de ses clients.

L'unité Hyperion MT de Grenoble est basée à proximité du centre-ville de Grenoble et est spécialisée dans la fabrication de mélanges prêts à l'emploi pour matériaux durs (poudre de carbure métallique) préparés à partir de poudres métalliques (carbure de tungstène, cobalt, nickel, etc.). Elle comprend 64 employés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- 1/ Mise à jour du POI conformément aux évolutions réglementaires
- 2/ Contrôle des rejets aqueux et autosurveillance
- 3/ Retour sur l'action corrective de l'inspection de 2020
- 4/ Moyens d'intervention – risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.6.3	Lettre de suite préfectorale
14	Valeurs limites de rejets	AP Complémentaire du 02/07/2018, article Article 5 point 2	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Suites de l'inspection de 2020	Autre du 01/04/2013	En attente des éléments de réponse
2	POI	Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.6.3	/
3	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	/
4	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	/
5	Contenu du POI 1/4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/
6	Contenu du POI 1/4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	/
7	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/
8	Moyens d'intervention prévus	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	/
9	Moyens d'intervention prévus	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69	/
11	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.6.3	/
12	Plan du réseau de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.4.3	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
13	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 02/07/2018, article 5	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés par sondage montrent que l'exploitant tient à jour son POI et organise les actions nécessaires à sa bonne connaissance par l'ensemble des travailleurs du site.

Le point d'attention se porte sur les rejets aqueux pour lesquels des dépassements réguliers sont constatés. L'impact sur l'environnement est limité puisque ceux-ci concernent majoritairement la charge biologique et les effluents produits par Hyperion rejoignent le réseau communal et sont donc traités par la station d'épuration de l'agglomération de Grenoble. Pour autant, ces dépassements constituent une situation non conforme vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation. L'exploitant doit faire en sorte de retrouver une situation conforme dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2013
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport de l'inspection du 16/10/2020 indiquait : « Le phénomène dangereux « Explosion de la chambre d'atomisation » présenté dans l'étude de dangers (EDD) présente des effets irréversibles à l'extérieur des limites de propriété. L'inspection a examiné la mise en place des barrières de sécurité (leur fiabilité et leur maintenance) avancées dans l'étude de dangers et qui permettent de réduire la gravité et la probabilité du scénario étudié. Les barrières de sécurité sont des mesures de prévention et de protection telles que des capteurs, des alarmes, la présence de manchettes de rupture (points faibles mécaniques en cas de surpression), un toit soufflable équipé de vasistas ouverts. Lors de la visite, les vasistas étaient fermés en raison des températures plus froides à l'extérieur. Aucun affichage n'indique que ces vasistas doivent rester ouverts, leur manipulation est possible par toute personne dans les ateliers. »</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté en séance un rapport d'AECOM référencé LYO-RAP-21-11519A et daté du 3 mai 2021 indiquant :</p> <p>"Dans son constat, l'Inspection des Installations Classées rappelle les barrières de sécurité à savoir des capteurs, des alarmes, la présence de manchettes de rupture (points faibles mécaniques en cas de surpression), un toit soufflable équipé de vasistas ouverts.</p> <p>Ces barrières sont issues de l'Analyse Préliminaire des Risques, mais ne sont pas nécessairement des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) au sens de l'Arrêté Ministériel du 29 septembre 2005. En l'occurrence, le toit soufflable équipé de vasistas ouverts ne figure pas dans l'arbre papillon de l'étude de dangers et n'a donc pas été retenu comme MMR dans l'étude de dangers.</p> <p>HYPERION a remis à l'Administration en mars 2018 un projet de rapport à connaissance (réalisé par la société RAMBOLL France SAS, rapport référencé FRSDKGR001-R1), concernant un projet d'augmentation de la capacité de production du site, comprenant notamment l'implantation d'une nouvelle tour d'atomisation (d'un volume de 29,7 m³). Ce dossier a conduit à la publication de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2018.</p> <p>Afin de prendre en compte l'évolution des connaissances scientifiques et techniques concernant le phénomène d'explosion, la modélisation réalisée dans l'étude de dangers a été reprise par RAMBOLL en considérant une pression de rupture statique de la tour d'atomisation de 60 mbar (pas de prise en compte du toit soufflable avec les vasistas ouverts).</p> <p>RAMBOLL a conclu :</p> <p>« Les modélisations montrent que les zones d'effets irréversibles (50 mbar) et létaux (140 et 200 mbar) ne dépassent pas des limites du site. Seule la zone des effets indirects par bris de vitres conduit à des effets en dehors des limites de propriété du site, mais n'impacte pas l'école d'infirmière. La zone des effets dominos (200 mbar) reste limitée à l'environnement immédiat des tours d'atomisation.</p> <p>Le PhD 1 qui avait un niveau de gravité « Important » dans la grille de hiérarchisation des phénomènes dangereux issue de la circulaire du 10 mai 2000 apparaîtra donc dans la zone « Hors grille ». »"</p> <p>La DREAL considère donc que les vasistas ouverts ne devraient pas être mentionnées dans l'EDD de 2013 comme mesure de protection, et incite l'exploitant à modifier cela lors d'une prochaine mise à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un POI datant de janvier 2022, qui a été transmis à la DREAL. Le POI n'est pas revu chaque année comme demandé par l'arrêté préfectoral, pour autant 4 exercices annuels faisant jouer des scénarios divers sont organisés en interne pour le tester et sont susceptibles de conduire à des mises à jour (voir constat suivant).</p> <p>Le dernier exercice POI réalisé conjointement avec le SDIS date de juin 2021. L'exploitant indique avoir sollicité le SDIS en 2022 sans avoir pu obtenir de réponse favorable. La périodicité annuelle n'est donc pas respectée. Pour autant un exercice est prévu au premier semestre 2023, les échanges mail avec le SDIS ont été présentés à la DREAL.</p> <p>La prescription n'est pas pleinement appliquée, pour autant la DREAL note l'investissement de l'exploitant pour tenir à jour son POI et le faire vivre au travers des exercices, et considère que la situation est maîtrisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Test du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Test du POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Constats : Comme indiqué précédemment, le POI est testé plusieurs fois par an et l'arrêté préfectoral impose un exercice annuel avec le SDIS. Les compte-rendus d'exercices précédents ont été examinés par la DREAL, et l'application des actions correctives en découlant ont été contrôlées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - exercice du 15/12/2020 "déversement accidentel" : les actions correctives demandaient de faire installer un carter de protection pour limiter l'exposition du ballon obturateur gonflable au intempéries, instaurer une vérification visuelle périodique de l'état du ballon, mettre un indicateur visuel sur le manomètre pour indiquer la pression à atteindre lors du gonflement du ballon. - exercice du 23/06/2021 "Acte malveillant sur le stockage extérieur d'alcool avec propagation du feu au bâtiment et aux égouts" réalisé conjointement avec le SDIS : mettre à jour le POI avec les informations manquantes identifiées lors de l'exercice (plan des réseaux d'effluents, numéros de téléphone). <p>Les actions correctives ont été vues réalisées par la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Constats : La site est organisé en 4 x 8, plusieurs équipes sont donc présentes de manière non simultanée sur le site pour les besoins de la production. Chaque équipe dispose d'un chef d'équipe et de deux suppléants. L'équipe QSE tient un listing des formations dispensées à ces personnes, les thèmes étant les suivants : formation théorique sur le POI (rôle, enjeux....), départ de feu, gestion des blessés, points stratégiques (emplacements des armoires de coupure des alimentations électriques, du ballon obturateur...), feu dans une armoire électrique, déversement accidentel. Dès que chaque personne ciblée est formée, le cycle reprend du début. Les dates de formation les plus anciennes dataient de mars 2022. 15 personnes sont donc actuellement en formation sur ces sujets. De plus, les exercices POI annuels sont organisés de manière à ce que chaque équipe participe une fois.</p> <p>L'équipe de direction quant à elle participe à chaque exercice et suit une formation théorique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Les points a), b), c), d), e), g), i) et j) ont été contrôlés.</p> <p>L'exploitant répond à la prescription c) par l'intermédiaire des fiches scénarios, et à la prescription g) par les fiches réflexes associées à chaque rôle.</p> <p>Pour la prescription i), une stratégie de prélèvement en mode projet élaboré par l'APAVE a été présenté à la DREAL. Un contrat est passé avec l'APAVE qui sera chargé d'apporter le matériel et l'expertise pour les prélèvements environnementaux à réaliser le cas échéant dans le cadre d'un accident ayant des répercussions à l'extérieur du site.</p> <p>L'exploitant précise que la fiche de prélèvement sera finalisé courant février à l'issue de la parution de référentiels techniques à venir. La prescription j) sera intégré à la version finalisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Constats : Voir constat précédent</p> <p>Le POI est en cours de mise à jour. La version projet de la stratégie de prélèvement présentée à la DREAL répond à la majorité des prescriptions nouvellement applicables aux sites SEVESO seuil bas.</p> <p>La DREAL note que l'organisation du site a changé récemment. Jusqu'en décembre 2022, la production tournait H24. Dorénavant, et pour une durée non connue, la production est stoppée du samedi midi au dimanche soir. La présence de salariés UMICORE partageant le même site H24, la télé surveillance associée à un rondier et l'astreinte maintenance offrent une capacité de réaction en cas d'incident ou d'accident en heures non ouvrées. Le POI pourrait utilement être testé sur cet intervalle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Correspondance POI – EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Les fiches scénarios intégrés au POI répondent à cette prescription. Les scénarios déroulés dans le POI englobent les phénomènes dangereux de l'étude de danger datant de 2013.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens d'intervention prévus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.
Constats : Réponse au constat n°6
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens d'intervention prévus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. » « Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
Constats : Ce point a été contrôlé par sondage sur des extincteurs et des RIA présents sur le site. Chaque équipement était conforme. La DREAL note par ailleurs qu'une prestation a été conduite en décembre 2022 pour refaire l'inventaire des moyens d'extinctions, s'assurer que leur position et leur qualité correspond au risque présent. Un contrat de maintenance a également été enclenché pour les trappes de désenfumage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En particulier, ces moyens se composent : <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. - d'un moyen permettant d'alerter les services de secours. - de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours - d'un système de détection incendie centralisée - de robinets d'incendie armés - d'un réseau fixe d'incendie d'un débit de 360 m³/h en fonctionnement simultané de tous les poteaux d'incendie et hors des besoins ordinaires de l'établissement. Ce débit doit pouvoir être assuré sans interruption pendant au moins 2 heures. • L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints. <p>Constats : L'ensemble des points de la prescription a été vue conforme. Une incertitude demeure sur les moyens permettant d'atteindre le débit d'extinction requis. Le plan ETARE datant de 2019 signale 7 poteaux incendie, sans pour autant les localiser, fournissant un débit d'extinction suffisant. Un mail du SDIS daté du 28/6/2022 indique que leurs capacités d'extinction sont de 600 m³/h, sans pour autant indiquer quels moyens les composent. Le site dispose d'un poteau incendie dont il réalise l'entretien et les tests de débit. Le compte-rendu du dernier test du 26/10/2022 transmis par le courriel du 26/01/2023 indique que le débit fourni est de 73 m³/h. Les 6 autres poteaux sont vraisemblablement situés chez Umicore. La DREAL demande à l'exploitant de vérifier si les informations du plan ETARE sont à jour, de le compléter avec la localisation des poteaux incendie mobilisables dans le cas d'un incendie sur le site Hyperion. Ces informations seront tenues à disposition de la DREAL dans le cadre d'un futur contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 11 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.</p> <p>Constats : Trois accès de secours ont été présentés à la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan du réseau de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan du réseau de collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.
Constats : A l'issue de l'exercice réalisé en 2021 avec le SDIS, le plan des réseaux de collecte des effluents a été remis à jour suite au passage d'un géomètre. La DREAL note que la station d'épuration des effluents ayant été modifiée en 2022 (bac tampon et filtre presse des boues ajoutés), celui-ci doit être mis à jour. Le plan mis à jour sera tenu à la disposition de l'inspection et des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La consommation maximale liée à la production sera de 12 000 m ³ .
Constats : Les consommations d'eau sont de 7416m ³ en 2021 et 8683 m ³ en 2022. L'optimisation des consommations d'eau est actuellement recherchée par l'exploitant, dans le but également de ne pas surcharger la station d'épuration dont le traitement chimique est rendu moins efficace en cas de pic de débit en tête de station.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2018, article Article 5 point 2																																																																																			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets																																																																																			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																																																																			
Prescription contrôlée :																																																																																			
<p align="center">2 – VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Point de rejet</th><th colspan="2">Débits</th><th rowspan="2">Paramètres</th><th rowspan="2">Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24h</th><th rowspan="2">Flux en kg/j</th><th rowspan="2">Périodicité des mesures ***</th></tr> <tr> <th>MJ*</th><th>MMJ**</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="10">I seul point de rejet industriel dans le réseau communal</td><td></td><td></td><td>DCO</td><td>6000</td><td>210</td><td>1 par jour</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>DBO5</td><td>3000</td><td>100</td><td>1 par jour</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>MES</td><td>600</td><td>30</td><td>1 par an</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>Azote globale (exprimé en N)</td><td>150</td><td>5,3</td><td>1 par an</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>Phosphore total (exprimé en P)</td><td>25</td><td>0,9</td><td>1 par an</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td><td>0,5</td><td>1 par an</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>Nickel</td><td>0,5</td><td>0,025</td><td>1 par trimestre</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>Cobalt</td><td>200</td><td>10</td><td>1 par an</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td>Tungstène</td><td>20</td><td>1</td><td>1 par an</td></tr> <tr> <td>90 m3/j</td><td>50m3/j</td><td>débit</td><td></td><td></td><td>Évaluation journalière + 1 par an</td></tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td>pH</td><td></td><td></td><td>Évaluation journalière + 1 par an</td></tr> </tbody> </table> <p>* MJ : débit maximal journalier en m³/j ** MMJ : moyenne mensuelle des débits journaliers en m³/j *** Les contrôles extérieurs réalisés au titre du point 3.1 de la présente annexe peuvent faire office de surveillance au titre du point 2 de la présente annexe.</p>							Point de rejet	Débits		Paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24h	Flux en kg/j	Périodicité des mesures ***	MJ*	MMJ**	I seul point de rejet industriel dans le réseau communal			DCO	6000	210	1 par jour			DBO5	3000	100	1 par jour			MES	600	30	1 par an			Azote globale (exprimé en N)	150	5,3	1 par an			Phosphore total (exprimé en P)	25	0,9	1 par an			Hydrocarbures totaux	10	0,5	1 par an			Nickel	0,5	0,025	1 par trimestre			Cobalt	200	10	1 par an			Tungstène	20	1	1 par an	90 m3/j	50m3/j	débit			Évaluation journalière + 1 par an				pH			Évaluation journalière + 1 par an
Point de rejet	Débits		Paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24h	Flux en kg/j	Périodicité des mesures ***																																																																													
	MJ*	MMJ**																																																																																	
I seul point de rejet industriel dans le réseau communal			DCO	6000	210	1 par jour																																																																													
			DBO5	3000	100	1 par jour																																																																													
			MES	600	30	1 par an																																																																													
			Azote globale (exprimé en N)	150	5,3	1 par an																																																																													
			Phosphore total (exprimé en P)	25	0,9	1 par an																																																																													
			Hydrocarbures totaux	10	0,5	1 par an																																																																													
			Nickel	0,5	0,025	1 par trimestre																																																																													
			Cobalt	200	10	1 par an																																																																													
			Tungstène	20	1	1 par an																																																																													
	90 m3/j	50m3/j	débit			Évaluation journalière + 1 par an																																																																													
			pH			Évaluation journalière + 1 par an																																																																													
<p>Constats : Le site exploite une station d'épuration par procédé chimique précipitant les éléments métalliques contenus dans les effluents provenant du lavage des équipements servant à produire les poudres métalliques.</p> <p>Plusieurs dépassements des valeurs limites ont été constatées depuis 2020 : nickel, cobalt, DCO et DBO.</p> <p>L'exploitant a expliqué que les dépassements en nickel et cobalt étaient liés à des arrivées par bâchées d'effluents lors des lavages des équipements, qui réduisaient le temps de présence des effluents dans les bassins et limitaient ainsi l'efficacité des traitements par précipitation ou décantation. Pour pallier cette problématique, un bassin tampon a été ajouté à l'été 2022 à la station d'épuration. Les dépassements en nickel et cobalt ont effectivement cessés. Une attention particulière devra néanmoins être portée sur ces paramètres.</p> <p>Concernant les rejets en DCO et DBO, ces polluants ne peuvent pas être abattus par la station, celle-ci ne comprenant pas de traitement biologique. Une étude sous-traitée par Hyperion a permis dans un premier d'identifier un produit utilisé lors des lavages d'équipements, l'acide sulfamique et qui arrive dans les effluents de la station. L'exploitant souhaite mettre en place un système de pompe doseuse permettant de limiter l'utilisation de ce produit au strict nécessaire. La DREAL rappelle que les dépassements réguliers sur ces paramètres représentent une situation non conforme pérenne, qui pourra faire l'objet de sanctions à l'avenir. Pour autant, l'impact de ces dépassements restent limités puisque les effluents sont dirigés vers le réseau de collecte des effluents de la ville et non au milieu naturel.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller à faire cesser les dépassements dans les meilleurs délais et de tenir à disposition de la DREAL les éléments justifiant du retour à la conformité.</p> <p>L'exploitant a également alerté la DREAL sur la présence de nonylphénols dans leurs eaux de rejets. L'exploitant surveille les rejets de ces substances, le 4-n nonylphénol étant inscrit à l'annexe XIV du règlement REACH, et soumise donc à autorisation. Des investigations sont en cours pour trouver la source et la supprimer.</p> <p>Par courriel du 3/02/2023, l'exploitant indiquait :</p>																																																																																			

"Après investigation, j'ai retrouvé dans l'étude DCO de 2018 une partie dédiée aux nonylphénols qui indique la présence de ceux-ci dans 2 produits ; l'ASEA, après hydrolyse d'une liaison éther, et le Néomat industrie, produit détergent qui était utilisé dans nos autolaveuses par la société de nettoyage, mais celui-ci a été remplacé.

Néanmoins ces substances ne sont pas répertoriées dans leurs FDS car la réglementation t. L'ASEA est un liant utilisé dans nos recettes et qui permet d'améliorer la granulométrie de notre poudre. Une étude va être lancée cette année pour rechercher un produit de remplacement à l'ASEA dans l'élaboration de nos poudres."

Les éléments témoignant de l'avancée de ce dossier seront mis à disposition de la DREAL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale